

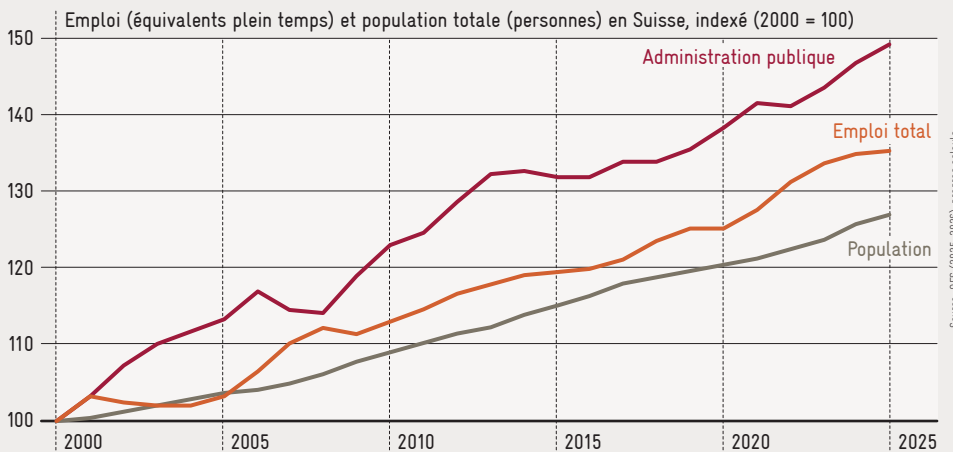
Croissance effrénée de l'administration

La politique veut davantage protéger et soutenir différents secteurs, stimulant ainsi la croissance de l'emploi dans le secteur public, qui dépasse nettement celle du privé depuis des années. Les conséquences sont considérables.

Contexte

L'expansion de l'administration publique obéit à une logique claire: plus on exige de l'Etat des mesures de protection et de soutien, plus la réglementation s'alourdit. Pour mettre en œuvre cette réglementation, il faut davantage de personnel, qui identifiera à son tour de nouvelles mesures. Il en résulte un mécanisme qui se renforce de lui-même et dont les conséquences sont considérables: l'augmentation des coûts de personnel pèse sur les finances publiques et, par le biais des impôts, sur le secteur privé. Parallèlement, l'Etat concurrence de plus en plus le secteur privé dans la course aux employés qualifiés.

L'administration connaît une croissance rapide



Depuis 2000, l'administration a augmenté de 49%, soit plus que l'emploi total (+35%) et environ deux fois plus vite que la population (+26%).

Faits

4%

Plus de 180 000 employés (équivalents temps plein) travaillent aujourd'hui dans l'administration au sens strict, soit environ 4% de l'ensemble de la population active. Si l'on ajoute d'autres employés de l'Etat, tels que les enseignants, cette proportion passe à 10%. Si l'on inclut également les employés qui dépendent de l'Etat (financés ou contrôlés par l'Etat), ce chiffre s'élève à environ un million, soit 23%.

■ **Salaires élevés:** Pour des profils dont les qualifications sont comparables, l'écart salarial par rapport au privé, selon l'Institut de politique économique suisse, s'élève à 11,7% au niveau fédéral, à 5,4% au niveau cantonal et à 4,5% au niveau communal pour les années 2017 à 2022. L'Etat paie donc systématiquement plus que le secteur privé.

■ **Coûts en hausse:** A tous les niveaux de l'Etat, les dépenses totales de personnel ont augmenté nettement plus fortement que la population. Par habitant et après correction de l'inflation, la Suisse dépense aujourd'hui plus de 10% de plus pour le personnel administratif qu'en 2010.

■ **Une administration de grande qualité:** L'administration suisse se classe bien dans les comparaisons internationales de qualité. Dans l'indice mondial de gouvernance de la Banque mondiale, la Suisse se classe systématiquement parmi les premiers.

■ **Potentiel d'efficacité inexploité:** L'entreprise d'audit et de conseil PwC estime que les cantons à eux seuls pourraient économiser 13,8 milliards de francs par an, à prestations égales, s'ils s'inspiraient des meilleurs. Cela représente 10% de leurs dépenses totales.

Recommandations

Pour limiter la croissance de l'administration sans compromettre l'efficacité de l'Etat, des réformes s'imposent dans deux domaines. Premièrement, **l'efficacité:** un benchmarking externe tous les trois ans, qui rende transparents les salaires et les performances, ainsi qu'un frein visant à plafonner le personnel de l'administration pour

améliorer l'efficacité. Deuxièmement, **l'efficacité:** des révisions législatives régulières garantissent un cadre réglementaire efficace et freinent ainsi la croissance administrative à la source. Ainsi, une semaine de «nettoyage» périodique au sein des parlements pourrait permettre de supprimer les lois dont les avantages ne justifient pas (ou plus) les coûts qu'ils occasionnent.

